

Unité départementale de la Somme
12 rue du Maître du Monde
80440 GLISY

Glisy, le 3 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCI RPM (DOSSIN)

RUE DU PUIT A MARNE
80700 ROYE

Références : 2022-E10029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement SCI RPM (DOSSIN) implanté RUE DU PUIT A MARNE 80700 ROYE. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI RPM (DOSSIN)
- RUE DU PUIT A MARNE 80700 ROYE
- Code AIOT dans GUN : 0003801482
- Régime : Autorisation

La société RPM DOSSIN a obtenu l'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Roye par arrêté préfectoral du 6 mars 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 09 mars 2021,
- Vérification des installations électriques,
- Travaux d'entretien et maintenance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article 7.4.1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exercice de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 09/03/2021, article 1	/	
Formation du personnel	AP de Mise en Demeure du 09/03/2021, article 1	/	
Travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article 7.3.8	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des actions menées par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose d'abroger les prescriptions de l'APMD du 09/03/21.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/03/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société SCI RPM exploitant une plateforme logistique sise rue du Puits à Marne sur la commune de Roye est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 13 et 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en organisant un exercice de défense incendie et en formant le personnel à la sécurité incendie dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Depuis la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, plusieurs échanges ont eu lieu entre l'exploitant et le SDIS. L'exercice de défense incendie aura lieu le 18 février 2022, en présence du SDIS.
Observations : L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'exercice au plus tard 10 jours après sa réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite, abrogation de l'APMD

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/03/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société SCI RPM exploitant une plateforme logistique sise rue du Puits à Marne sur la commune de Roye est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 13 et 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en organisant un exercice de défense incendie et en formant le personnel à la sécurité incendie dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Une formation à l'évacuation incendie a été réalisée pour 13 salariés (chefs d'équipe et agents d'accueil) les 13 et 25 janvier 2022. Une formation à la manipulation des extincteurs et RIA a été réalisée pour tout le personnel, les 2 avril 2021 et 2 janvier 2022. Une formation SST a été réalisée en décembre 2021. 7 salariés ont réalisé cette formation. Les documents associés ont été visualisés lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite, abrogation de l'APMD

Nom du point de contrôle : Travaux d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article 7.3.8
Prescription contrôlée : Les travaux de même que les interventions de sociétés extérieures pour simples contrôles, prélèvements, analyses... font l'objet d'une autorisation d'accès délivrée par une personne dûment habilitée et nommément désignée par l'exploitant. Dans les parties de l'installation présentant des risques recensés en application de l'article 7.1.1 - 1er alinéa, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé. [...] Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : Un permis feu est mis en place lorsque des travaux sont réalisés par une société externe ou par les agents de maintenance du site. Les consignes de sécurité sont indiquées. Une surveillance pendant et après les travaux est réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article 7.4.1
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
Constats : La vérification des installations électriques n'a pas été réalisée depuis la mise en service du site. L'exploitant a contacté l'APAVE, ACEP CONTROLE et SOCOTEC afin d'obtenir des devis pour la vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites